

Stéphane MELLOUL
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris
12, Rue du Quatre-Septembre
75002 PARIS

MAÎTRISE DES HAUTS-DE-SEINE

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901
Siège social : La Seine Musicale - L'Île Seguin
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
SIREN : 338 174 196

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Stéphane MELLOUL
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris
12, Rue du Quatre-Septembre
75002 PARIS

MAÎTRISE DES HAUTS-DE-SEINE
Association régie par la Loi du 1er juillet 1901
Siège social : La Seine Musicale - L'Île Seguin
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
SIREN : 338 174 196

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Adhérents de l'Association MAITRISE DES HAUTS-DE-SEINE,

1 OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MAITRISE DES HAUTS- DE- SEINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

2.3 Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

2.4 Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

2.5 Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

2.6 Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

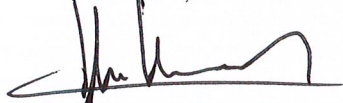
L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 25 Juin 2025



Stéphane MELLOUL
Commissaire aux comptes

COMPTES ANNUELS

MAITRISE DES HAUTS DE SEINE
La Seine Musicale 1 Ile Seguin
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF
PASSIF
COMPTE DE RESULTAT

MAITRISE DES HAUTS DE SEINE

Comptes annuels Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan actif

	Brut	Amort. & Dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Cessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles	341 366	308 042	33 324	102 961
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 376 784	1 328 177	48 607	56 937
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes			"	"
Biens reçus par legs ou donations				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	1 718 150	1 636 219	81 931	159 898
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	-00		-00	-00
Créances				
Usagers et comptes rattachés	243 329		243 329	131 536
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	4 082		4 082	10 495
Divers				
Valeurs mobilières de placement	852 480		852 480	890 134
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	200 663		200 663	179 549
Charges constatés d'avance	26 645		26 645	60 000
Total II	1 327 200		1 327 200	1 271 715

Comptes annuels Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan actif

	Brut	Amort. & Dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 045 349	1 636 219	1 409 130	1 431 613

Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairement compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

MAITRISE DES HAUTS DE SEINE

Comptes annuels Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024
Bilan passif

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	7 622	7 622
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	65 000	65 000
Report à nouveau	351 477	349 543
Excédent ou déficit de l'exercice	2 625	1 933
SITUATION NETTE	426 725	424 099
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	-26	-26
Provisions réglementées		
Total I	426 699	424 073
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	179 750	218 500
Total II	179 750	218 500
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	281 816	241 899
Total III	281 816	241 899
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	292 237	269 173
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	228 628	250 436
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	-00	27 532
Total IV	520 865	547 141
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 409 130	1 431 613

Comptes annuels Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024
Bilan passif

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)		
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

MAITRISE DES HAUTS DE SEINE

Comptes annuels Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	644 275	743 587
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	644 275	743 587
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs	1 740 889	1 721 430
Concours publics et subventions d'exploitation	1 727 529	1 700 510
Verst fondateurs ou consommations de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public	13 360	20 920
Dont Dons manuels	13 360	20 920
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de c	-00	-00
Utilisation des fonds dédiés	38 750	190 000
Autres produits	7 307	363
Total I	2 431 221	2 655 380
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	11 270	19 567
Variation des stocks		
Autres achats et charges externes	571 935	695 330
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	74 125	66 702
Salaires et traitements	1 809 362	1 075 353
Charges sociales	618 977	692 679
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	112 498	110 198
Dotations aux provisions	59 017	22 480
Report en fonds dédiés		
Autres charges	6 784	8 040
Total II	2 444 564	2 690 411
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-13 342	-35 029
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	23 747	13 634
Reprises/provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
Total III	23 747	13 634

Comptes annuels Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	6 570	2 119
Charges nettes cessions valeurs mobilières de placement		
Total IV	6 570	2 119
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	17 177	11 515
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	3 834	-23 515
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	-00	30 000
Reprises/provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	-00	30 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 209	4 552
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Total VI	1 209	4 552
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-1 209	25 448
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V+IX)	2 454 967	2 699 014
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X)	2 452 342	2 697 061
EXCEDENT OU DEFICIT	2 625	1 953

MAITRISE DES HAUTS DE SEINE

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature Personnel Bénévole		
TOTAL		

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

La Maîtrise des Hauts de Seine est une association reposant sur 4 axes :

1. FORMATION
2. ACTIONS DE MÉDIATION CULTURELLE SUR LE TERRITOIRE DES HAUTS-DE-SEINE
3. SOLIDARITÉ ET MÉMOIRE
4. ÊTRE AU SERVICE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU 92

1 - FORMATION

La Maîtrise des Hauts-de-Seine a pour but principal d'initier et de former entièrement gratuitement les jeunes à l'art lyrique et l'art dramatique **quelles que soient les difficultés qu'ils rencontrent** (handicap, santé, problèmes sociaux, échec scolaire...) et **majoritairement alto-séquanais**.

La spécificité de la pédagogie employée par la Maîtrise des Hauts-de-Seine repose sur le fait qu'au cours de leur formation, ces jeunes gens peuvent, s'ils le souhaitent, pratiquer concrètement le chant choral, la comédie musicale, le théâtre **en se produisant lors de spectacles professionnels**. Il s'agit de ce que la Maîtrise des Hauts-de-Seine nomme LA FORMATION APPLIQUÉE. A cet effet, l'association s'efforce sans relâche de développer et de renforcer ses prestigieux partenariats artistiques comme l'Opéra National de Paris dont elle est le chœur d'enfants officiel est depuis 1995, le Théâtre des Champs-Élysées, le Festival d'Aix-en-Provence, l'Opéra Royal de Versailles, la Comédie Française, les maisons d'opéra de province (Rouen, Caen, Dijon, etc.)

Cette expérience est une occasion unique pour eux de rencontrer et de travailler aux côtés des plus grands chanteurs, instrumentistes, metteurs en scène et chefs d'orchestres internationaux de notre époque.

Dans ces cas-là il ne s'agit pas d'activité de production de spectacles par l'association mais de prestations de services proposées aux partenaires artistiques prestigieux de l'association. Ces prestations de services entrent dans le cadre lucratif de l'Association et les recettes qu'elles génèrent, correspondent aux salaires des enfants, leurs frais de transport et leurs frais d'hébergement.

Actuellement, toutes ces recettes sont largement compensées par ces dépenses.

Enfin, les éventuels excédents servent à financer l'amélioration des conditions de la formation des enfants.

Cette activité lucrative s'est caractérisée par une sensible diminution en 2024 par rapport à l'année 2023 : l'ensemble des prestations a généré environ 502 K€ en 2024 contre 629 K€ en 2023.

Cette spécificité de la pédagogie a permis à la Maîtrise des Hauts-de-Seine d'acquérir une renommée internationale pour en faire un acteur incontournable du paysage musical français.

2 - ACTIONS DE MÉDIATION CULTURELLE SUR LE TERRITOIRE DES HAUTS-DE-SEINE

Les autres actions menées par l'association conformément aux missions de service public définies par le Conseil départemental des Hauts-de-Seine sont des actions de médiation culturelle et de sensibilisation des publics menées dans le département des Hauts-de-Seine.

3 - SOLIDARITÉ ET MÉMOIRE

Afin de **renforcer** et d'accompagner l'**esprit de solidarité** initiée chez les jeunes gens de la Maîtrise des Hauts-de-Seine, l'association développe, dans le cadre de ses actions « *Maîtrise Solidaire* », des partenariats avec des associations caritatives en proposant des concerts gratuits permettant de lever des fonds pour de grandes causes nationales et internationales.

Dans le cadre de ses actions « *Devoir de Mémoire* » et afin de préserver et transmettre aux nouvelles générations la mémoire et les valeurs républicaines des hommes et femmes qui ont défendu le territoire national et ses idéaux, les jeunes gens de la Maîtrise des Hauts-de-Seine sont invités à

participer aux cérémonies comme celle de la fête Nationale de l'Arménie ou du Souvenir de la Résistance et de la Déportation.

4 - ÊTRE AU SERVICE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU 92

La Maîtrise des Hauts-de-Seine est soutenue depuis 1985 par le département des Hauts-de-Seine. Dans ce cadre, elle **répond aux demandes que le Conseil départemental des Hauts-de-Seine** peut lui formuler concernant sa **participation à des événements ou des actions qu'il organise** : Impromptus du Mardi, Journées du Patrimoine Senior organisées par l'Institut des Hauts-de-Seine, inaugurations et cérémonies diverses, Journée portes ouvertes de La Seine Musicale, cérémonie des vœux... et **participe au rayonnement du Conseil départemental des Hauts-de-Seine** en lui assurant une visibilité dans le cadre des partenariats prestigieux artistiques qu'elle développe et lors des tournées qu'elle organise chaque année.

Pour ces 4 axes (hors formation appliquée), l'association est subventionnée principalement par le Conseil Général des Hauts-de-Seine à hauteur de 1.545.000 €.

Ces conditions de fonctionnement ne placent pas l'association dans le secteur concurrentiel. De plus, elle présente une utilité sociale par le produit proposé et le public visé.

Elle échappe donc aux impôts commerciaux par son activité.

Par ailleurs, dans le cadre de la formation des enfants qui est de plus en plus reconnu, elle participe à des manifestations de soutien et de bienfaisance en tout état de cause exonérée de TVA en application de l'article 261-7-1-c de Code Général des Impôts.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Impact de la crise sanitaire liée au COVID 19 et Evènement concernant les opérations militaires en Ukraine

Aucun impact n'est à mentionner sur les comptes au 31 décembre 2024.

Acquisition des congés payés pour les salariés en arrêts de travail pour maladie non professionnelle

Entrée en vigueur le 24 avril 2024, la loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne met en conformité le code du travail avec le droit européen sur l'acquisition et le report des congés payés en cas d'arrêt maladie ou AT/MP. Avec des règles visant à atténuer le « choc » pour les entreprises, mais en reconnaissant expressément qu'un salarié acquiert des congés payés pendant un arrêt maladie.

Après des années d'inertie, les pouvoirs publics ont donc décidé de mettre en conformité le code du travail au droit européen. Les nouvelles règles sont issues de la loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne (DDADUE) (loi 2024-364 du 22 avril 2023, art. 37, JO du 24). La loi est entrée en vigueur le 24 avril 2024, certaines de ses dispositions étant rétroactives.

Comme annoncé, les pouvoirs publics ont mis en conformité le droit français au droit européen sans surtransposition, avec pour ambition de limiter autant que faire se peut l'impact de ces nouvelles règles pour les entreprises. Mais c'est au prix d'une gestion un peu plus complexe des congés payés en entreprise.

Rétroactivité du 1^{er} décembre 2009 au 24 avril 2024

Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée et des règles conventionnelles plus favorables en vigueur à la date d'acquisition des droits à congés, la loi prévoit une application rétroactive, du 1^{er} décembre 2009 au 24 avril 2024 (date de son entrée en vigueur) (loi 2024-364 du 22 avril 2024, art. 37, II) :

- de la règle d'acquisition de congés payés durant un arrêt pour accident ou maladie non professionnelle (2 jours ouvrables par mois) ;
- des dispositions relatives à l'information du salarié sur ses droits ;
- des règles de report, dont les modalités et le point de départ varient selon la durée de l'arrêt de travail.

Actuellement une seule salariée est concernée, salariée en arrêt maladie non rémunérée et n'ayant pas acquis de congés payés depuis mars 2011 : une provision pour risques a été passée et a été valorisée à 35.528,83 €

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La Directrice Administrative et Financière a sollicité une rupture conventionnelle qui a été acceptée par le Président et homologuée par la DRIEETS. Son départ de la Maîtrise des Hauts de Seine est prévu le 13 juin 2025.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 – articles 7,21,24
début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 1 409 130 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant **un résultat bénéficiaire de 2.265 € : pour rappel, l'exercice clos le 31/12/2023 avait dégagé un résultat bénéficiaire de 1.933 €**

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Fonds dédiés

A la fin de l'exercice, les fonds dédiés ont été utilisés à hauteur de 38.750 € et de nouveaux constitués à hauteur de 0 €.

Autres faits significatifs intervenus au cours de l'exercice

Rappelons que la Maîtrise est installée dans les locaux de la Seine Musicale à l'Île Seguin depuis 2017.

L'année 2024 a été marquée par une sensible diminution de l'activité tant dans le domaine Lucratif que dans l'activité sociale et non lucrative.

Rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés (Article 20 de la